

Questions orales

LE PRIX DE DÉTAIL DES LIVRES

Mme Sheila Finestone (Mount Royal): Le ministre sait-il que les gens qui achètent des livres anglais devront payer plus de 10 p. 100 en droit de douane, soit jusqu'à 15 p. 100, quand ils achèteront leur roman préféré d'Agatha Christie en raison des coûts administratifs et douaniers? Il faudra une armée pour examiner tous les livres qui passent la frontière et en plus, vous faites de la discrimination basée sur la langue.

M. le Président: A l'ordre. Les députés savent qu'il est contraire au Règlement de dire «vous» à leurs collègues.

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Par votre entremise, monsieur le Président, je remercie la députée. Comme je l'ai dit, il y a un prix à payer pour les mesures que nous avons prises dans l'industrie de l'édition, comme il y en a eu un pour les Américains qui désiraient acheter les bardeaux que leur pays a frappé d'un droit. Mes collaborateurs et ceux du ministre des Communications ont discuté avec les représentants de l'industrie de l'édition. Je les rencontrerai moi-même d'ici la fin du mois.

* * *

[Français]

L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

LA REPRÉSENTATION FÉDÉRALE À LA CONFÉRENCE DE GENÈVE

M. Guy St-Julien (Abitibi): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État (Mines). Monsieur le ministre, est-ce que vous avez pris connaissance d'un article dans le journal *La Tribune*...

M. le Président: A l'ordre! Je dois dire encore au député qu'une référence par «vous» n'est pas permise. Il faut passer les questions et les réponses par la Présidence, s'il vous plaît.

M. St-Julien: Monsieur le Président, est-ce que le ministre a pris connaissance d'un article dans le journal *La Tribune* de Sherbrooke, indiquant que le député provincial de la région de l'Estrie, M. Yvon Vallières, s'est plaint du manque de représentation fédérale à la conférence de l'Organisation internationale du travail qui se déroule actuellement à Genève, où la question de l'utilisation de l'amiante est un des sujets importants?

Est-ce que le ministre pourra clarifier le rôle du gouvernement canadien?

L'hon. Bob Layton (ministre d'État (Mines)): Monsieur le Président, ceux qui doutent de l'engagement du gouvernement dans ce dossier sont mal renseignés. Notre gouvernement a appuyé les travailleurs de l'amiante depuis plus de 20 mois et nos propositions à Genève sont faites par tous les participants. Il y a une centaine de pays qui ont été informés de la position de notre gouvernement et on m'informe que l'option de bannissement total de l'amiante sera rejetée à Genève.

● (1150)

[Traduction]

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LE PROJET DES ÉTATS-UNIS D'IMPOSER UN DROIT SUR LES CAMIONS CANADIENS TRAVERSANT LA FRONTIÈRE

M. Iain Angus (Thunder Bay—Atikokan): Monsieur le Président, en l'absence du premier ministre, ma question s'adresse au ministre des Transports. Celui-ci n'ignore pas que le 7 juillet le gouvernement américain va commencer à imposer un droit sur les camions, trains et autres véhicules entrant aux États-Unis, ajoutant ainsi au coût de nos exportations. Cette question a-t-elle été abordée ce matin avec le vice-président américain? Dans l'affirmative, quelle mesure va-t-il prendre pour lever cet obstacle aux exportations canadiennes?

L'hon. Don Mazankowski (ministre des Transports): Monsieur le Président, je suis au courant de la proposition dont parle le député. Je ne sais pas si la question a été abordée ou non avec le vice-président. Mais je peux dire au député que le premier ministre et le vice-président vont s'entretenir plus tard, cet après-midi. Il se peut très bien qu'ils abordent alors la question.

LA POSITION DES ÉTATS-UNIS

M. Iain Angus (Thunder Bay—Atikokan): Monsieur le Président, le ministre conviendra-t-il que si ce projet de droit d'entrée n'est pas retiré, cela constituera une autre preuve de mauvaise foi de la part du gouvernement américain au moment même où son parti s'efforce d'en arriver à un accord de libre-échange? Le ministre va-t-il en convenir?

L'hon. Don Mazankowski (ministre des Transports): Monsieur le Président, cette observation est conséquente à la position du Nouveau parti démocratique...

M. Deans: Exact.

M. Mazankowski: ... lequel ne veut pas que le Canada améliore ses relations commerciales avec les États-Unis et d'autres pays.

M. Broadbent: Ce n'est pas vrai, Don. Ce n'est tout simplement pas vrai.

M. Mazankowski: Ce n'est pas vrai? Ma foi, vous ne pouvez gagner sur les deux tableaux, Ed. Ce n'est pas possible.

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît.

M. Mazankowski: Vous ne pouvez à la fois réclamer de meilleures relations commerciales et vous opposer à des négociations.

M. le Président: A l'ordre.